Alors que mardi soir, le Président de la République s'était engagé auprès de Mgr Eric de Moulins-Beaufort, Président de la Conférence Episcopale des Evêques de France, à faire réviser pour ce jeudi matin la jauge irréaliste et inapplicable des 30 personnes maximum pour la participation aux célébrations, nous venons d'apprendre que, pour ce dimanche, celle-ci serait maintenue.

Cette annonce du Premier ministre révèle l'impossibilité d'avoir un véritable dialogue responsable avec les services du gouvernement et l'impression de ne pas être pris au sérieux dans notre manière de gérer le culte dans nos églises. Alors qu'à la demande du gouvernement, nous avions fourni, avec les autres cultes, les protocoles sanitaires demandés afin de manifester notre sens de la responsabilité et notre volonté de participer pleinement au combat contre la pandémie, nous constatons que cela n'a pas été pris en compte comme si, quoi que nous ayons pu proposer, l'affaire était entendue.

Durant toutes ces semaines les évêques de France ont cherché à promouvoir une culture du dialogue et du consensus. Ils ont fait confiance au gouvernement qui s'était engagé à discuter avec les représentants des diverses religions pour trouver avec eux une solution qui permette une reprise des cultes réaliste et respectueuse des croyants, dans des conditions sanitaires strictes. Ils ont ainsi cherché à montrer qu'en cette période éprouvante dans laquelle s'expriment des lassitudes et des tensions, la recherche commune de solutions dans l'estime mutuelle et la confiance étaient préférables à l'affrontement. Se seraient-ils trompés ? Je ne l'espère pas, mais c'est un très mauvais signal qui nous est envoyé. Comme l'exprime le communiqué de la Conférence des Evêques de France : « Certes les cultes ne sont pas des commerces mais traiter ainsi les religions, c'est considérer comme accessoire la foi de millions de croyants. C'est une grave erreur pour notre société tout entière. »

Le Premier ministre nous promet une discussion sans attendre pour permettre dès que possible une jauge proportionnée à la taille des édifices. Faut-il le croire ? Je l'espère vraiment. En tout cas, le Président de la Conférence des Evêques de France se réserve la possibilité d'utiliser les moyens de droit appropriés.

En attendant, alors que nous entrons dimanche dans le temps de l'Avent, je vous invite à ne pas céder à la colère et au découragement : « *Il vient le Sauveur !* ». Nous le chanterons durant ces quatre semaines préparatoires à la fête de la Nativité. Demandons-lui son Esprit de paix et de force afin que nous demeurions en communion les uns avec les autres et avec nos pasteurs pour qu'ainsi nous puissions témoigner pacifiquement de notre attachement au Christ source de notre vie.

Merci aux prêtres de notre diocèse et à leurs équipes qui, au gré des annonces gouvernementales, s'adaptent pour accompagner les fidèles et maintenir l'unité des communautés. Je les assure de mon amitié et de mon soutien. Les vicaires généraux et moi-même, nous nous tenons à leur service pour les accompagner en ces moments difficiles. Je sais qu'ils peuvent compter sur vous tous : prions pour eux et témoignons-leur notre affection et notre disponibilité.

+ Laurent PERCEROU Evêque de Nantes